Debden, Sask.

le 28 mars 1949

Monsieur Raymond Denis

Montréal, Qué.

Cher Monsieur Denis,

Je reçois votre lettre très explicative et datée du 22 de ce mois.

La question de la viabilité du poste, fut longuement discutée au cours de notre dernière réunion et je vous prie de croire que nous partageons tous votre opinion à ce sujet, c'est-à-dire que nous sommes très inquiets sur l'avenir financier.

Cependant, les dépenses encourues par Radio-Edmonton sont loin d'être comparables aux nôtres. Car eux construisent un 5 kilowatts, tandis que nous construirions 1 kw. Je joins à cette lettre copies de correspondance échangée avec le représentant de la Northern Electric et Mons. C. Denis qui vous donneront des détails très intéressants.

Un estimé du budget annuel, de même que les maisons d'affaires sur lesquelles nous comptons comme publicité, est tout indiqué dans le mémoire qui fut présenté au Bureau des Gouverneurs en mai 1947 et dont je viens de lire la copie.

Un point que je ne parviens pas à m'expliquer c'est celui des programmes vivants que nous serions obligés de réaliser durant un certain nombre d'heures chaque jour.

Dernièrement j'ai fait une enquête auprès des deux postes, Prince Albert et Saskatoon sur ce point et j'ai posé la question directement tout en visitant les studios, car aucun d'eux ne sait que je fais partie de R.P.N. à savoir s'ils étaient tenus de donner des programmes vivants un certain nombre d'heures chaque jour.

Les deux réponses furent négatives. Aucun règlement me dit-on les obligent de donner de tels programmes. Je suis à l'écoute de ces postes et je puis vous assurer que ni l'un ni l'autre ne donne même une heure par jour de tels programmes.

Si les Gouverneurs nous posent une telle condition pour l'obtention de notre permis, il est clair qu'on veut nous créer des difficultés quasi insurmontables.

Pour ce qui est de ceux qui sont intéressés à la construction d'un autre poste à Saskatoon, vous verrez dans une des copies de lettres que ce n'est qu'un 250 watts de puissance, par conséquent le rayonnement serait très limité.

La question de viabilité du poste me revient à l'idée et j'aimerais bien que vous me donniez une réponse à ce qui suit.

Est-ce qu'il nous serait permis de faire les annonces commerciales dans les deux langues tel que cela se fait à C K A C et autres postes de la province de Québec ?

Cela nous donnerait beaucoup de chances de survivre car je me suis laissé dire que plusieurs maisons commerciales ne font pas d'annonces à C F Q C Saskatoon, pour la bonne raison que les heures auxquelles ils voudraient faire annoncer sont vendues à d'autres annonceurs. Si l'on nous permettait de faire les annonces dans les deux langues, je suis d'avis que nos chances d'avoir de la publicité seraient doublées.

En terminant, je tiens à ajouter que les idées émises dans cette lettre ne reflètent nullement celles du directeur de R.P.N. mais seulement celles de votre tout dévoué.

Bien à vous,

Fernand Doyon, secrétaire